



## « Crise sanitaire, crise alimentaire, crise économique... Ou crise globale ici et là-bas ? », le cri du CCFD-Terre solidaire

La pandémie du Covid 19 est loin d'être achevée dans sa course planétaire. Même si nombre de pays ont « déconfiné », des foyers réapparaissent là où on s'en croyait débarrassé ; d'autres craignent une deuxième vague à l'automne tandis que beaucoup voient la mortalité encore progresser. C'est dire l'ampleur mondiale de la catastrophe sanitaire touchant particulièrement les pays du Sud, car démunis d'équipements, d'eau potable et d'accès aux soins.

La crise sanitaire se double d'une crise alimentaire dans les populations défavorisées du Nord et dans les pays en voie de développement, par manque d'accès physique et, ou financier à la nourriture et par sous-production. La spécialisation des territoires, le manque d'infrastructure et le blocage des frontières a entraîné des méventes de monocultures (cacao, noix de cajou ivoiriens) et l'insuffisance de denrées locales non compensées par des importations. Les récoltes futures sont même menacées, les populations locales consommant déjà plants et semences invendus.

Derrière ces deux crises, s'annonce une crise économique et sociale redoutable. La chute des prix de matières premières, des retraits massifs de capitaux d'investisseurs et de banques (2 fois plus qu'en 2008), la hausse d'intérêt des emprunts, la baisse des transferts d'argent d'expatriés et migrants et la faillite d'entreprises avec l'arrêt d'activités entraînent leur cortège de chômage : 1,6 milliards de personnes pourraient perdre leur emploi selon l'OIT. Les Etats se fragilisent avec des services publics encore plus affaiblis au moment où ils s'avèrent précieux pour la société civile ; avec des devises qui ne rentrent plus par arrêt de l'export et du tourisme, ils encourent de forts risques d'insolvabilité, notamment pour rembourser leurs dettes ; ce qui leur fait perdre davantage d'autonomie politique et économique vis-à-vis des créanciers privés et des institutions internationales prônant des réformes de libéralisation aux dépens des droits humains. A cela se rajoute l'évasion fiscale rampante des multinationales qui déséquilibre nos rapports Nord-Sud : 200 milliards \$ perdus par les Pays du Sud, 10 fois plus que l'aide publique au développement.

Nous passons d'une crise écologique, le virus transmis par le pangolin braconné, à une crise sociale par cet enchaînement en cascade ; c'est bel et bien une crise globale et mondiale qui atteint désormais chaque habitant dans sa vie intime. Jamais les écrits du Pape François de son encyclique dont on fête le 5<sup>e</sup> anniversaire n'auront été si actuels et prémonitoires : « Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio environnementale. » (Laudato Si' 139).

Pour refuser cette fatalité, le CCFD-Terre solidaire répond présent aux côtés de ses partenaires en affirmant que d'autres horizons sont possibles, avec des alliés si nécessaire, jugez plutôt à travers cet échantillon d'initiatives :

- La demande au gouvernement de la mise en place d'une politique extérieure solidaire favorisant la souveraineté alimentaire ici et là-bas, par le dossier du RAC, Réseau Action Climat
- Une tribune sur les Multinationales, le temps de la responsabilité
- Le site Radar sur le respect de la Loi concernant le devoir de vigilance des entreprises
- La demande d'extension de cette loi au niveau européen et international par le biais des évêques de France que Mgr Aumônier, notre évêque, a déjà signée
- Le dépôt d'amendements à l'occasion du 3<sup>e</sup> projet de loi de finances rectificative sur l'éco-conditionnalité des aides d'état, le devoir de vigilance, l'évasion fiscale (transparence par pays des entreprises soutenues)
- La tournée en France de la pièce de théâtre « Comment on freine ? » sur la régulation des multinationales

Plus que jamais, **le CCFD-Terre solidaire crie ces injustices en porte-voix « tant de la clameur de la Terre que de la clameur des pauvres », chacun d'entre nous en étant le décibel grave ou aigu, suivant sa partition...**

Philippe TELLIER, président diocésain